

Le libéralisme, un modèle patriarcal

Par Joëlle Palmieri, politiste, experte en genre, et conseil en communication. Elle a publié des ouvrages sur les rapports de domination, notamment en Afrique, le masculinisme d'État, la colonialité, selon une perspective féministe.

La mondialisation libérale n'est ni un phénomène récent ni un système innovant. Elle s'appuie sur l'architecture du patriarcat et donc la banalisation de l'oppression des femmes. Conscientes de cette situation et confrontées à une paupérisation galopante et des formes d'exclusion de plus en plus sophistiquées, des femmes partout dans le monde ouvrent des poches de résistance. Reste qu'une nouvelle grille de lecture du capitalisme est à transmettre et à pratiquer.

Les dégâts du libéralisme sont connus. De nombreux rapports de l'ONU dévoilent l'accroissement systématique des écarts de richesse entre les différents pays du monde. Ces écarts se révèlent également à l'intérieur-même des pays. Parmi les instigateurs de cette tendance générale (via les Plans d'Ajustements Structurels), on compte la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. Depuis la mise en œuvre des réformes économiques, partout au Sud, des écoles ferment, des centres hospitaliers sont liquidés. Selon Patricia Giles, de la Commission pour la santé des femmes de l'OMS, «les investissements pour la santé des femmes ont dramatiquement chuté dans une période de prospérité croissante». Aussi, que ce soit en Amérique latine, en Asie ou en Afrique, des femmes meurent pendant l'accouchement ou faute de soins et des adolescentes quittent l'école pour cause de grossesse. Les femmes et les enfants sont bien les premières victimes de la mondialisation libérale.

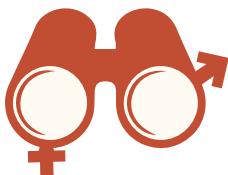
Selon Maria Mies, anthropologue et sociologue allemande, les raisons de ce constat méritent réflexion. Tout d'abord, partout dans le monde, les femmes n'ont pas de pouvoir de négociation et ne peuvent pas faire fructifier leur « capital humain ». La grande tendance est donc de demander aux États plus de droits, afin que l'égalité de genre devienne

une réalité. Or cette politique de « rattrapage » n'est qu'un mythe. La revendication des droits est vaine car aucun État, au Nord comme au Sud, ne respecte ses engagements. Pour seuls exemples, la plateforme de Pékin et/ou le protocole additionnel Cedef contre toutes les discriminations faites aux femmes, bien que ratifiés par des centaines de pays, sont tous les jours méprisés. Par exemple, peu de pays produisent des données sexo-spécifiques (par exemple une budgétisation sensible au genre) qui permettraient de mesurer d'éventuels changements. Par ailleurs, aucun indicateur de survie n'apparaît dans les statistiques officielles. Or le renouvellement de la force de travail est en totalité assuré par les femmes. Dans toutes les théories et modèles économiques, cette activité quotidienne est considérée comme un « bien gratuit ». Comme le souligne la sociologue, ce travail semble « émaner naturellement » des corps des femmes ». Aussi, la « ménagérisation » des femmes est donc le complément nécessaire à la prolétarisation des hommes ». De fait, le travail domestique gratuit des femmes (soins, alimentation, éducation), entendu comme de « l'économie invisible », devient le socle du libéralisme.

Le libéralisme s'appuie ainsi sur les fondements du patriarcat : propriété privée, exploitation du corps humain, division du travail (le domestique et le non-domestique), travail non rémunéré (ignorance de la « sphère privée »), organisation pyramidale, hiérarchie, dépendance, reproduction, violences à l'égard des femmes.

La destruction de la nature, la course aux armements, la pauvreté, procèdent ainsi des mêmes stratégies politiques et économiques, basées sur la domination masculine et sur la négation des femmes comme « citoyennes » à part entière.





Il est devenu banal d'entendre qu'une école ou encore une maternité doivent être rentables ou rentabilisées financièrement. Or, la production de richesses peut se mesurer autrement : plaisir, émotion, lien social, santé, éducation, préservation du vivant... Et les coûts également : les milliers de morts sur les routes ou encore les cardiaques ou cancéreux des pays du Nord rapportent plus d'argent aux multinationales pharmaceutiques, aux entreprises de construction, ou de marchandisation d'eau que la vente de journaux. Par contre, ils coûtent en humanité, en qualité de vie, en protection de l'environnement, en préservation de la nature. Il s'agirait donc de mesurer également, grâce à de nouveaux indicateurs de destruction, la casse produite par l'industrie, l'agriculture productiviste, les guerres, les violences, l'exclusion, le chômage, la pensée unique dont les grands monopoles de communication servent de vecteurs.

Rompre avec les évidences et reconsiderer les richesses conduit à inverser les logiques : quand

une association ou une ONG reçoit une subvention publique, ce n'est pas elle la débitrice. Elle produit des richesses sociales, relationnelles, environnementales... Elle devient l'opératrice d'un État désengagé qui, d'une certaine manière, soustraite la production de services d'intérêt général. Si une association ou une ONG se plie à la discipline du marché et intègre ces critères de rentabilité, elle constitue alors l'une des pièces du gigantesque puzzle mis en ordre par le système libéral. Il devient important d'apprendre à reconnaître nos propres compétences, nos savoir-faire et les moyens que nous mettons en œuvre, qui ne se mesureront jamais comme la spéculation boursière ou la rentabilité d'un capital investi. Il est urgent de valoriser ou de bâtir des modèles économiques différents qui s'appuient sur une autre qualification des richesses, qui identifient les facteurs de casse et militent pour une économie à forte plus-value sociale. Des modèles majoritairement portés par des femmes, partout dans le monde.

L'écoféminisme ou la lutte contre le capitalisme patriarcal

Entrevue avec Yveline Nicolas, coordinatrice de l'association Adéquations, elle travaille et milite depuis vingt-cinq ans dans des associations et réseaux français de solidarité internationale, de protection de l'environnement, de droits humains et de développement durable.

— EG : D'où vient l'écoféminisme ?

A partir des années 70, il y a eu des convergences entre militantes du mouvement féministe et écologiste. Elles ont fait un lien entre l'exploitation de la nature et l'exploitation des femmes, notamment de leur travail domestique gratuit et de leur fécondité. A l'origine du terme « écoféminisme », la française Françoise d'Eaubonne crée le groupe Écologie et féminisme au sein du Mouvement de Libération des Femmes. L'écoféminisme combine une réflexion critique sur le mode de développement focalisé sur la croissance et les exclusions et des pratiques militantes sur le terrain où vivent les femmes et les communautés.

— EG : Quelles dénonciations et quelles propositions sont issues de ce mouvement ?

La critique du système « patriarcal » est au cœur de ces croisements entre les questions environnementales, sociales, économiques. Cette domination s'est traduite par l'accaparement du pouvoir par des hommes, la division sexuée du travail et la dévolution des femmes à la fonction « reproductive ». Elle a conduit à une

séparation culture/nature, hommes/femmes, esprit/corps, etc. entraînant une attitude prédatrice, colonisatrice à l'égard de la nature, des sociétés non occidentales et des femmes.

Les écoféministes proposent de se réapproprier les modes d'expression et d'organisation qui ont été dévalorisés, le pacifisme, les territoires, les biens communs.

— EG : Y a-t-il beaucoup de mouvements écoféministes dans le monde ?

Au Nord, les écoféministes se sont engagées dans l'occupation de sites nucléaires civils et militaires, contre des déchets toxiques dans les quartiers défavorisés. Au Sud, au sein de mouvements comme Chipko en Inde, les femmes se sont opposées à l'exploitation commerciale des forêts – en entourant les arbres de leurs bras pour empêcher la coupe. Partout dans le monde, des réseaux de femmes développent des initiatives, pour l'agroécologie, la conservation de semences, la biodiversité, l'énergie solaire... Parfois, la division du travail (les « petites » cultures vivrières aux femmes, les « grandes » cultures commerciales aux hommes) se retourne



en avantage pour des femmes, face à la faillite du modèle productiviste qui entraîne la ruine de paysan•ne•s, l'érosion des terres et la pollution des eaux. En Amérique Latine, des luttes contre l'économie extractiviste font le lien entre l'exploitation de la nature et les violences contre les femmes.

— EG : Comment sont entendus ces mouvements par les institutions décideuses ?

Actuellement, des femmes – notamment paysannes ou issues des communautés autochtones – sont en première ligne dans des luttes contre l'accaparement des terres, la déforestation ou les forages pour les gaz de schiste. Ces défenseuses des droits affrontent à la fois le sexism et le capitalisme. Plusieurs d'entre elles ont été assassinées, comme Berta Flores Cáceres, du Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras. A un niveau plus institutionnel, les mouvements se font entendre dans les conférences internationales, comme sur les Objectifs de Développement Durable ou les Conférence des Parties (COP) sur le Climat.

— EG : Comment rejoindre ces mouvements en France ?

Ici, l'approche écoféministe reste incomprise, notamment parce qu'elle a été assimilée à l'essentialisme, qui veut que les femmes soient dotées de qualités naturelles qui les prédisposeraient à des activités de « care » (prendre soin d'autrui et de l'environnement) alors que ce sont des aptitudes construites socialement - mais qu'il ne faut pas pour autant dévaloriser... Sans se qualifier d'écoféministes, des groupes font le lien entre transition écologique et genre, analysent les dominations multiples, s'investissent contre les « GPII » (grands projets inutiles imposés), contre l'exploitation des animaux et pour le veganisme... Il faut prospecter pour trouver une sensibilité qui nous convienne.

→ POUR ALLER PLUS LOIN :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2515>
cf. notamment exposition « Transition écologique, enjeux et atouts de l'égalité femmes-hommes » :
<http://www.adequations.org/spip.php?article2513>

L'économie solidaire selon les femmes

Par Joëlle Palmieri

Des femmes, victimes du libéralisme, sont conscientes que la diversité de leurs revendications et leurs pratiques d'un pluralisme économique, établissent un contre-courant à la théorie économique dominante, libérale et patriarcale et représentent de sérieuses formes de résistance. L'économie solidaire ou populaire n'est pas un simple secteur réservé aux pauvres, un tiers-secteur qui s'adapte au système néo-libéral. Au contraire, cette économie se place comme une alternative au système, une véritable aide au développement. Selon Hélène Primavera, économiste argentine, « l'économie solidaire n'est pas un système pour souffrir un peu moins, mais pour changer le système ». Selon Cécile Sabourin, économiste québécoise, l'option patriarcale des systèmes sociaux, politiques et économiques ont une influence sur tous les rapports institutionnels à tous les niveaux. Une des manifestations de ce biais transparaît dans l'invisibilité de la contribution des femmes à l'économie. L'expression de la créativité des femmes peut être valorisée dans son potentiel de transformation sociale. Les initiatives de femmes ne sont pas purement économiques et

financières, mais produisent des biens et services et favorisent la paix indispensable au développement local durable.

« L'économie solidaire a des retombées financières économiques et même sociales et permet d'équilibrer et d'harmoniser la famille », confirme Aminata Diongue Ndiaye, coordinatrice régionale des actions féminines de Dakar. Ainsi, les prêts octroyés aux femmes servent beaucoup plus qu'à l'activité économique en tant que telle. Ils permettent l'accès aux soins, à l'éducation... Il s'agit en fait d'une « économie de vie ». Tout en occupant majoritairement le secteur informel, les Africaines inventent ou expérimentent des initiatives d'économie solidaire par le simple fait que leurs activités ne visent pas un retour sur investissement d'ordre financier, mais recherchent surtout une plus-value sociale, en développant conjointement des services connexes comme la reconstruction d'écoles, la réhabilitation d'hôpitaux ou de maternités, voire le réaménagement du territoire par la réparation des routes, ce qui profite à l'économie globale de la région ou du pays.



Coopératives des femmes de Toudarte, en pause déjeuner © Erika Girault